

Déclaration liminaire de la FCPE des Pyrénées-Orientales

au Conseil Départemental de l’Education Nationale (CDEN)

Date : mercredi 28 février 2023

Madame la Directrice académique des Pyrénées-Orientales,

Madame la Présidente du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales,

Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

**« Stop au bricolage dans l’Education Nationale**

**et aux fermetures de classe dans les Pyrénées-Orientales ! »**

**En 2024, moins 692 millions d'euros pour l’école publique, serait-ce le coup de grâce ?**

En l’absence de tout débat politique avec la représentation nationale, c’est par décret publié ce jeudi 22 février au petit matin que nous apprenons que l’école, la priorité des priorités des premiers jours de janvier, n’en est finalement plus une…

Le curseur du budget n’est plus du tout positionné sur l’éducation. Quelle est la sincérité du budget voté fin 2023 ? L’Éducation nationale devra compter avec 692 millions d'euros de moins pour fonctionner alors qu’elle alloue et jette certains moyens dans des plaquettes distribuées sur les Jeux olympiques avec une pièce de 2 euros inadaptées d’après nous pour cette tranche d’âge, alors que la manipulation d’argent est interdite dans les écoles, et que pour les enfants issus des classes précaires et défavorisées, ces 2 euros ne seront pas uniquement qu’un symbole. Combien de postes d’enseignants, d’AED en moins ? Combien d’AESH non recrutés ? Combien de parcours d’orientation et de projets d’inclusion brisés ?... Nous le constatons amèrement sur le terrain, l’école publique est asphyxiée et la carte scolaire présentée aujourd’hui en est l’exemple parfait. Les besoins sont criants à tous les niveaux, la communauté éducative fait face à une pénurie de moyens, les classes sont surchargées, les enseignants absents non remplacés malgré les promesses sans lendemain, des situations d’une rare violence que les parents, les enseignants et les enfants subissent au quotidien. Sans compter qu’avec la précarisation des familles, beaucoup trop d’enfants dorment et dormiront à la rue l’an prochain ! Le collège unique est explosé façon puzzle et l’école inclusive atteint le point de rupture, faute de moyens et d’ambition. Avec le choc des savoirs, les faibles seront encore plus faibles et les forts un peu moins forts… La carte scolaire est une catastrophe avec chez nous 34 fermetures, c’est beaucoup trop. Nous comprenons qu’en terme de gestion départementale des efforts sont faits pour fermer le moins possible, nous regrettons cette baisse constante des finances allouées par l’Etat. Mais comment pourrait-on être aujourd’hui d’accord avec une carte scolaire qui suit une pratique dégénérative des moyens tellement insuffisants pour satisfaire au cas par cas ?

Des petites promesses qui ressemblent à du bricolage, les dotations horaires sont insuffisantes, l’enseignement en sciences, en art et en langues anciennes est compromis dans de nombreux établissements… Les effectifs dans les classes ne permettent plus une pédagogie adaptée. Au lycée, la pression du contrôle continu est intenable pour les élèves et les enseignants. Tous les acteurs de la communauté éducative tiennent à bout de bras les écoles, collèges et lycées de notre pays. Et pendant ce temps-là, l’exécutif impose un SNU qui sera progressivement généralisé, procure de la satisfaction aux réactionnaires avec des uniformes dont pas grand monde ne veut ni à Perpignan ni ailleurs, réinvente un peu plus chaque jour l’école du passé en cherchant par tous les moyens à trier socialement les élèves par des groupes de niveaux improvisés et en dégoûtant les enseignants de faire leur métier. Oui, enseigner c’est un métier, évaluer c’est un métier, accompagner tous les élèves vers la réussite, c’est un métier. Et l’Education Nationale est hors-sujet ! Aucune réaction face à l’urgence de la détresse psychologique et mentale des jeunes, qui s’est dégradée après la vagues épidémique de Covid-19 et les périodes d’alternance de confinement, de port du masques, et d’école à la maison.

**Ça suffit !**

Au lieu de prendre véritablement en compte le bien-être de nos enfants, année après année, on réduit les moyens de l’Education nationale, et on démantèle le service public d’éducation, on supprime des postes, on ferme des écoles, on réduit à peau de chagrin les dotations dans le second degré, et on organise des conseils de discipline à tour de bras, qui ne font que déplacer les enfants sans proposer de solutions de fonds.

Doivent cesser le pilonnage en règle de l’école publique et la saignée éducative, avec chaque année moins de moyens. L’école mérite un vrai débat de société, de vraies moyens et de l’ambition pour lutter contre le mal-être de nos jeunes, pour les aider à choisir leur orientation et à créer leur avenir dans de bonnes conditions. Il est temps d’en finir avec toutes ces manœuvres qui alimentent des colères bien légitimes. Nous ne renoncerons pas à défendre notre bien commun, l’école publique, le creuset de toute une nation.

La FCPE des Pyrénées-Orientales soutient avec force de revoir le système scolaire, afin de faire fonctionner l’école pour qu’elle soit source de bonheur, et de réussite pour tous les enfants. Défendre l’école publique, c’est donner un avenir à nos enfants et construire une nouvelle société digne de l’héritage des Lumières et du Conseil national de la Résistance !

Nous vous remercions.